«François Zocchetto et Catherine Morin-Desailly : « Nous demandons une mission commune d'information : « Nouveau rôle et nouvelle stratégie pour l'UE dans la gouvernance mondiale de l'Internet »»

24/10/2013

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

François Zocchetto et Catherine Morin-Desailly : « Nous demandons une mission commune d'information : « Nouveau rôle et nouvelle stratégie pour l'UE dans la gouvernance mondiale de l'Internet »

François Zocchetto, président du groupe UDI-UC a indiqué ce jour que son groupe a demandé, par la voix de Catherine Morin-Desailly, Sénatrice UDI de la Seine-Maritime, vice-présidente de la commission des affaires européennes et présidente du groupe d'étude Médias et Nouvelles au Sénat, référente Culture, média et société numérique au sein de l'UDI, une mission commune d'information sur le rôle de l'Union Européenne dans la gouvernance mondiale de l'internet intitulée « Nouveau rôle et nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'Internet. »

« Les révélations du Monde sur les écoutes effectuées en France par la National Security Agency (NSA) et le risque subséquent de fragmentation de l'internet au niveau national démontrent l'urgence pour notre pays de prendre la mesure de l'enjeu que représente la maîtrise de nos données, qu'elles soient d'ordre privé, économique ou diplomatique et de peser dans la nouvelle gouvernance mondiale de l'Internet. » affirme la sénatrice.

La sénatrice regrette que *« L'Union européenne soit insuffisamment présente dans les différentes enceintes internationales de gouvernance de l'internet, alors même que l'avenir d'Internet, qui occupe une place croissante en matière économique, sociale et politique, représente un enjeu considérable. »*

Pour Catherine Morin-Desailly, la réponse ne peut être qu'au niveau européen. Elle affirme donc *« **l'urgence d'opérer une véritable reprise en main par la France et l'Union européenne des enjeux internationaux du numérique**. Seule l'Union européenne a le poids nécessaire pour influer dans cette nouvelle géographie du cyberespace, où les USA sont dominants. Dans ce contexte, l'Union européenne doit prendre sa place et défendre une vision de l'internet fondée sur des principes démocratiques. »*

Dès mars dernier, Catherine Morin-Desailly, dans un rapport anticipatoire sur la gouvernance européenne du numérique dont elle est auteur, avait alerté *sur « Le risque, au-delà des atteintes aux libertés individuelles, d'une main-mise sur l'économie mondiale désormais numérisée et sur la nécessaire reconquête pour la France d'une forme de souveraineté économique. »*

Le 7 octobre dernier, les grands organismes de régulation de l'Internet réunis à Montevideo parmi lesquels l'ICANN, association américaine qui gère le système les noms de domaine pour le web mondial - ont pris leur distance avec la mainmise américaine sur la gouvernance actuelle de l'internet.

Aujourd'hui, la sénatrice considère que la France et l'Europe sont face à un tournant historique : « *Il n'est plus temps de rester -à l'image d'un gouvernement dépassé et impuissant- les bras ballants. C'est l'opportunité d'une plus grande implication de l'Union européenne dans la gouvernance de l'Internet mondial qui s'ouvre*. ***La France doit réclamer une gestion multilatérale de l'Internet.*** »

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC